



DIRECTION GÉNÉRALE DES POLITIQUES INTERNES
DÉPARTEMENT THÉMATIQUE A: POLITIQUES ÉCONOMIQUES ET
SCIENTIFIQUES

L'emploi et la situation sociale au Royaume-Uni, en particulier la migration des travailleurs et leur protection sociale

NOTE

Contenu

Cette note d'information a pour but de donner un aperçu de la croissance économique au Royaume-Uni, de l'état de l'emploi et des salaires, des récentes réformes sociales et économiques et des problèmes qui se trouvent au centre du débat public. Elle aborde ensuite les modèles de migration, le cadre juridique prévu pour les migrants européens et non européens, les modifications récentes apportées aux politiques concernant les migrants vivant au Royaume-Uni, et enfin les principaux aspects du débat public en matière de migrants et de migration.

Ce document a été demandé par la commission de l'emploi et des affaires sociales (EMPL) du Parlement européen.

AUTEURS

Will Somerville
Brhmié Balaram

ADMINISTRATEURS RESPONSABLES

D^r Marion Schmid-Drüner
M^{me} Laurence Smajda

Département thématique A: politiques économiques et scientifiques
Parlement européen
B-1047 Bruxelles
Courriel: Poldep-Economy-Science@ep.europa.eu

VERSIONS LINGUISTIQUES

Original: EN

À PROPOS DE L'ÉDITEUR

Pour contacter le département thématique ou pour vous abonner à sa lettre d'informations, veuillez écrire à l'adresse suivante:
Poldep-Economy-Science@ep.europa.eu

Manuscrit achevé en juin 2013.
Bruxelles, © Union européenne, 2013.

Ce document est disponible sur Internet à l'adresse suivante:
<http://www.europarl.europa.eu/studies>

CLAUSE DE NON-RESPONSABILITÉ

Les opinions exprimées dans le présent document sont celles de l'auteur et ne reflètent pas nécessairement la position officielle du Parlement européen.

Reproduction et traduction autorisées, sauf à des fins commerciales, moyennant mention de la source, information préalable de l'éditeur et transmission d'un exemplaire à celui-ci.

SYNTHÈSE

L'économie britannique a connu une récession sévère en 2008, suivie d'une longue période de stagnation. La gravité de la récession de 2008-2009 a été historique, notamment parce qu'elle a été exacerbée par l'attitude du secteur bancaire et des services financiers du Royaume-Uni. La croissance modeste de 2010-2011 a été interrompue par une période de croissance zéro en 2011. Les données provenant de l'Office national des statistiques (ONS) indiquent qu'au premier trimestre de 2013 le PIB se situait, selon les estimations, 2,6 % en dessous du record du premier trimestre de 2008. Ce chiffre est inférieur aux chiffres moyens de la croissance pour l'UE-27 pour la période comprise entre le premier trimestre de 2008 et le premier trimestre de 2013.

Le taux de chômage est étonnamment bas vu la mauvaise situation économique. Il est actuellement estimé à 7,8 % (principalement du chômage de courte durée), taux inférieur au taux de chômage moyen au sein de l'Union européenne, qui est de 10,8 %. Le chômage des jeunes (comme ailleurs en Europe) est plus élevé (supérieur à 20 %). En outre, il y a eu peu de progression des salaires pour les bas et moyens revenus, et les revenus des ménages de ces tranches de la population ont stagné ou régressé, ce qui limite fortement la faculté de dépenser pour ces familles, une situation qualifiée d'"étranglement de la classe moyenne".

Le Royaume-Uni a commencé à répondre à la crise économique en 2008 par des initiatives du parti travailliste (au gouvernement entre 1997 et 2010). L'élection d'un gouvernement de coalition formé par les conservateurs et les démocrates-libéraux en mai 2010 sur les thèmes de l'assainissement des finances et des réductions des dépenses publiques a engendré des hausses d'impôts et des coupes budgétaires ("mesures d'austérité"). Comme dans les autres pays, ces mesures sont controversées. Cependant, elles devraient rester en vigueur jusqu'aux prochaines élections législatives, prévues en mai 2015, et probablement au-delà, puisque le parti travailliste (actuellement dans l'opposition) a manifesté la volonté de s'aligner sur le projet de réduction du déficit public du gouvernement actuel. Aucun mouvement de protestation n'a cherché à s'opposer aux mesures d'austérité du gouvernement.

Le gouvernement de coalition a aussi entamé une série d'importantes réformes économiques et sociales depuis 2010, dues, mais seulement en partie, à l'austérité. Au nombre de ces réformes il y a la fusion de six institutions différentes de sécurité sociale en une seule (*Universal Credit*), la réforme de la formation scolaire et professionnelle en vue d'accroître les compétences de la main-d'œuvre, et de nouvelles politiques actives du marché du travail (ALMP) intitulées "Programme de l'emploi", qui regroupe plusieurs ALMP antérieures en un seul programme principalement mis en œuvre par le secteur privé et des bénévoles.

Les partisans des réformes saluent les tentatives qui visent à simplifier le système et à "rendre le travail payant". Les critiques des détracteurs des réformes se concentrent sur la question de savoir si ces politiques réussiront à cibler adéquatement les plus vulnérables (par exemple, est-ce que les réformes de la protection sociale pénaliseront les personnes handicapées ou le Programme de l'emploi laissera-t-il à l'écart les chômeurs dont la situation est la plus difficile à résoudre?), et sur les problèmes probables de mise en œuvre (par exemple, concernant l'introduction d'*Universal Credit*, qui s'appuie sur un système plus automatisé).

En ce qui concerne la migration professionnelle dans ce contexte économique et social, il est essentiel de prendre bonne note de certaines des tendances et des modèles principaux en

matière de migration. La décennie écoulée a été caractérisée par une migration très importante vers le Royaume-Uni, en provenance tant de pays de l'Union européenne que de pays situés hors de celle-ci. Environ 3 millions de migrants supplémentaires désirant s'installer à long terme sont arrivés au Royaume-Uni par rapport au nombre de migrants l'ayant quitté, c'est-à-dire un chiffre net de +3 millions entre 2001 et 2011.

Lors de son arrivée au pouvoir, le gouvernement de coalition a promis de réduire la migration nette à quelques "dizaines de milliers" (ces dernières années, le nombre d'arrivants a été supérieur à 200 000 par an). Ce mouvement a conduit le gouvernement à apporter des modifications à sa politique migratoire, en particulier en ce qui concerne la migration provenant de l'extérieur de l'Union européenne. L'immigration nette est tombée à 153 000 personnes entre septembre 2011 et septembre 2012.

Les droits économiques et sociaux des migrants diffèrent selon qu'ils sont des citoyens de l'Union européenne ou des citoyens de pays européens hors Union européenne/de pays tiers. Si les citoyens de l'Union européenne doivent être traités conformément à la législation européenne, il existe dans la pratique quelques domaines de friction avec la législation britannique sur l'immigration, principalement pour ce qui est du test concernant le droit de séjour et de résidence ordinaire ("*residence test*") (qui affecte l'accès à la sécurité sociale). Ce test fait actuellement l'objet d'une procédure de la Commission européenne contre le gouvernement du Royaume-Uni.

Les droits en matière d'emploi des migrants non-ressortissants de l'Union européenne sont dans les grandes lignes similaires à ceux des travailleurs britanniques, mais il existe d'importantes différences en ce qui concerne les droits sociaux, en raison de distinctions compliquées fondées sur le statut de l'immigration. Une nouvelle fois, et au risque d'une sur-simplification, les migrants économiques ne peuvent avoir accès à la sécurité sociale pendant environ cinq ans, dans la mesure où le statut qui leur est concédé par les règles en vigueur en matière d'immigration interdit "le recours à des fonds publics".

Les politiques relatives à la migration économique des ressortissants des pays tiers sont basées sur un système à points. L'engagement politique pris par le gouvernement de coalition en vue de réduire la migration nette a donné lieu à des modifications, y compris un quota de visas de travail.

La migration est une des pommes de discorde les plus vénéneuses de la vie politique du Royaume-Uni et du débat public. Une série d'aspects majeurs de la question exigent une attention au niveau national. L'attitude négative du public (entre 75 et 80 % des Britanniques souhaitent voir l'immigration réduite), combinée à l'importance politique de l'immigration, contribue à un débat public animé de façon permanente.

À court terme, la situation n'évoluera pas, dans la mesure où le gouvernement a proposé des actes législatifs visant à limiter l'accès des migrants à la protection sociale et aux droits sociaux (cela s'explique en partie par le problème de la fin des contrôles transitoires des ressortissants bulgares et roumains, et par les succès politiques du parti pour l'indépendance du Royaume-Uni - *UK Independence Party*).